

Accord départemental

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Cantal)**

(22 septembre 2009)

(Etendu par arrêté du 11 mars 2010,
Journal officiel du 20 mars 2010)

AVENANT N° 1 DU 22 OCTOBRE 2014

NOR : AGRS1597128M

Entre :

La FDSEA du Cantal ;

La FDCUMA du Cantal ;

La FEDT du Cantal,

D'une part, et

L'UD CGT du Cantal ;

L'UD CFDT du Cantal ;

L'UD CGT-FO du Cantal,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Afin d'adapter la définition des salariés bénéficiaires du régime « frais de santé » aux dispositions du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire, le premier alinéa de l'article 3 « Salariés bénéficiaires » de l'accord du 22 septembre 2009 est modifié comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent :

- à l'ensemble du personnel ne relevant pas des articles 4 et 4 *bis* de la convention nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et de l'article 36 de l'annexe I de cette convention ;
- ayant 6 mois d'ancienneté dans une même entreprise ;
- et relevant du champ d'application du présent accord. »

Article 2

A l'annexe I « Tableau des garanties complémentaire santé » de l'accord, la ligne « chambre particulière » du poste « hospitalisation (secteur conventionné ou non) » est modifiée comme suit :

NATURE DES RISQUES	REMBOURSEMENTS EN COMPLÉMENT DE LA MSA (en pourcentage de la base de remboursement)		
	Niveau 1 Obligatoire	Niveau 2 Extension de garantie	Niveau 3 Extension de garantie
Chambre particulière	40 € par jour	52 € par jour × 60 jours et au-delà 40 € par jour	78 € par jour × 60 jours et au-delà 40 € par jour

Article 3

Les dispositions du présent avenant prendront effet :

- pour l'article 1^{er} : le 1^{er} juillet 2014 ;
- pour l'article 2 : le premier jour du mois suivant la date de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 5 exemplaires, dont un en version numérique, à l'unité territoriale du Cantal de la DIRECCTE d'Auvergne.

Fait à Aurillac, le 22 octobre 2014.

(Suivent les signatures.)